

GESTION DES COMMUNES DE BOUMERDÈS

L'affaire des moutons et des 500m² des Issers revient devant les juges

Achat et distribution de moutons vivants aux amis du maire à l'occasion de l'Aïd El Adha, falsification d'une délibération pour offrir un terrain de 500 m² à un élu, attributions illégales de marchés, faux usage de faux, ... sont quelques délits retenus contre les deux ex-maires, des élus locaux, des commerçants et des entrepreneurs de Boumerdès et des Issers qui ont été jugés, en appel, dans deux procès distincts par le tribunal correctionnel de la cour de Boumerdès.

S. Mohand, ex-maire de la municipalité du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, s'est vu infliger une peine de 12 mois de prison ferme. C'est le verdict prononcé ce lundi par le juge.

Il a été condamné en première instance par le tribunal correctionnel de Bordj-Menaïel à 3 ans de prison

ferme. Dans la même affaire, des commerçants et des entrepreneurs ont écopé chacun d'une année de prison. Les juges du tribunal de la cour ont été cléments envers le SG communal qui a été relaxé alors que le juge de Bordj-Menaïel lui avait infligé une peine d'une année de prison ferme.

Dans le groupe des commerçants condamnés, se trouve un gardien de la mairie, qui, en plus de sa fonction, est maquignon à ses heures perdues. Il est accusé par la justice de complicité, avec un boucher et son fils, pour avoir établi une fausse facture – ils ont facturé de la viande au lieu des moutons vivants – et surélevé le prix de ces bêtes qui ont été distribuées, sur instruction du maire, aux responsables des institutions locales. Dans ce dossier, les magistrats ont aussi retenu contre l'ex-chef de l'exécutif communal de Boumerdès et les entrepre-

neurs, les accusations de passation de marchés, falsification de documents et bénéfice illégitime de privilèges. Par ailleurs, le maire de Boumerdès, qui a été élu en 2007 sur la liste du Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune, a été condamné dans deux autres affaires à 18 mois de prison dont 6 avec sursis et 2 ans de prison ferme.

Une fetwa qui ne protège pas contre une condamnation pénale

En septembre 2009, *le Soir d'Algérie* rapportait dans un periscope intitulé «Une fetwa pour couvrir un petit crime entre amis» le deal passé entre, d'une part, les élus de la commune des Issers et, d'autre part, le cheikh de la zaouïa de la même localité. Par cette absolution anticipée, le cheikh autorisait clairement les élus locaux à mentir aux policiers au sujet de la falsification d'une délibération par laquelle 500 m² situés au centre-ville ont été attribués illégalement à l'un des vice-présidents de la commune. Manque de pot, la fetwa n'a pas produit son effet et le dossier a atterri

devant le juge du tribunal correctionnel de la ville de Boumerdès qui avait condamné, en première instance et par contumace, Omar C., maire des Issers, élu sur la liste des indépendants en 2007, à 2 ans de prison ferme. En sus de la falsification de cette fameuse délibération, le juge a, en outre, retenu les griefs de falsification et de complicité de falsification de document et passation illégale de marché.

Dans ce dossier, Slimane R., premier vice-président, Smaïl G., second vice-président, Youcef K. élu, tous colistiers du maire, ainsi que Rabah B., Rezki T., et Mohamed B., élus respectivement sur les listes du FNA, du FLN et du FFS, et Ahmed L., fonctionnaire de l'APC, et Kamel R., commerçant et frère du premier vice-président, ont été condamnés chacun à 6 mois de prison avec sursis. Ce lundi, ils ont été rejugés en appel. Le procureur a demandé l'aggravation de la peine. Le verdict est attendu pour le 22 de ce mois

Abachi L.

Youm El Ilm dédié aux petits écoliers et aux écologistes en herbe

Avec leurs habits neufs et leur énergie débordante, nullement impressionnés par la présence du wali, des hauts responsables civils ou des corps constitués, ils mettent de l'enthousiasme pour expliquer, aux côtés des maîtresses qui les accompagnaient, le thème de leur exposition respective. Les écoliers de Thénia, Boudouaou, de Kherrouba ou d'autres communes ont occupé le devant de la scène culturelle en ce jour de Youm El Ilm. Appréciant le travail du Club vert existant depuis 2010 à l'école Ali Hassaïne de Thénia, le wali a demandé à la directrice de l'éducation,

Sonia Gaïd, de faire sortir plus souvent les élèves de cette école sur des sites environnementaux. «Ils s'éduqueront davantage et seront les meilleurs éducateurs de leurs parents», précisera-t-il. A l'issue de la visite des stands des expositions, les autorités ont félicité les élèves de l'école des frères Boudjedar de Boudouaou. Les élèves de Boudjedar ont en effet décroché le premier prix du Festival national de la chorale scolaire qui s'est déroulé durant les dernières vacances de printemps.

A. L.

JIJEL

Le projet du complexe sidérurgique de Bellara sur la bonne voie

Le président du conseil d'administration et le directeur général du groupe Sider ont effectué, ces derniers jours, une visite de travail dans la wilaya au cours de laquelle ils ont rencontré le wali ainsi que les directeurs des secteurs concernés par le projet du complexe sidérurgique de Bellara.

Il convient de souligner que ce projet sera réalisé par le groupe Sider et Qatar Steel International, selon la règle de 51-49% régissant l'investissement étranger en Algérie.

Ainsi, on apprendra qu'après l'étude de marché et de faisabilité réalisée par le bureau d'études Atkins et quatre réunions du Conseil de participation de l'Etat consacrées au projet, un protocole d'accord de partenariat a été signé le 7 janvier 2013, suivi d'un pacte d'actionnaire signé le 24 mars de la même

année. Selon les responsables du groupe, le délai de réalisation de la première phase sera de 30 mois à compter de la fin de l'année en cours. Le coût global du projet est estimé à 134 milliards de dinars, soit près de 1,7 milliard de dollars.

La première phase du complexe, qui entrera en activité en 2017, produira 2 millions de tonnes en 2019 pour répondre aux besoins du marché national en ronds à béton et autres aciers. Le projet du complexe sera accompa-

gné par l'installation d'une usine de production de gaz industriels et une autre de chaux vive. Il fera également l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement.

De son côté, le wali de Jijel, Ali Bedrici, a rappelé aux dirigeants du Groupe Sider, les projets structurant le port de Djendjen et le complexe sidérurgique de Bellara, à savoir la réalisation d'une amenée d'eau vers la zone de Bellara à partir du barrage de Bousiaba à raison de 20 millions de mètres cubes par an, lancement imminent d'une méga-centrale électrique de 1 600 mégawatts à l'intérieur de la zone, le dédoublement de la voie ferrée entre le port de Djendjen et la zone de Bellara, la modernisation du port de

Djendjen, la réalisation d'un terminal à containers et d'une voie ferrée entre le port de Djendjen et El Eulma, à Sétif. Tous ces projets hautement structurants, ajoutés au complexe sidérurgique, généreront une croissance économique importante pour la wilaya de Jijel et les régions environnantes, en plus de la création d'emplois.

Enfin, considérant que la société algéro-qatarie sera domiciliée dans la wilaya de Jijel, il a été convenu de confier la rédaction des statuts à la direction des Domaines de la wilaya ainsi que la finalisation des procédures de concession du terrain de la zone industrielle de Bellara.

Bouhali Mohamed-Chérif

UNIVERSITÉ DE BOUIRA

II^e colloque international sur tamazight

C'est sous le thème «La langue amazighe : de la tradition orale au champ de la production écrite, parcours et défis» qu'a été ouvert hier, le II^e colloque international sur Tamazight à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira.

Organisé par le département de langue et culture amazighes, ce rendez-vous scientifique permettra aux enseignants et aux étudiants de cerner la problématique de l'enseignement amazigh, depuis son introduction dans le système d'enseignement en Algérie. Aussi, et comme son titre l'indique, il s'agissait pour les présents d'évaluer le parcours de cet enseignement, de cette expérience et les défis qui attendent la langue Tamazight dans un monde des TIC. Ce colloque, qui s'étalera sur

deux jours, axera les travaux sur cinq thèmes principaux à savoir : «Oralité et passage à l'écriture», «Nouveaux genres et caractérisation des corpus écrits», «Problèmes de traduction de et vers Tamazight», «Langue et pratique pédagogique» et enfin, «Questions de ponctuation et de l'écriture en Tamazight». Chaque thème sera abordé à travers plusieurs communications faites par d'éminents enseignants ; des docteurs d'Etat et des professeurs venus du Maroc et de France, mais aussi des universités de Tizi-Ouzou et de de Béjaïa ainsi que bien entendu, ceux exerçant à l'université de Bouira. On citera entre autres, le Dr El Khatir Aboulkacem-Afulay de l'IRCAM de Rabat au Maroc qui abordera «La culture amazighe est-elle nécessairement une culture orale ?», le Dr Mostafa Ben Abbas de l'université Mohamed I, à Nador au Maroc qui parlera de «l'Oralité et la tradition orale», le profes-

seur Kamal Bouamara de l'université Mira de Béjaïa qui abordera le thème «De l'oralité à la codification graphique du Tamazight-Taqvaylit : Quels passages à l'écrit ?», le Dr El Hossein Farhad du Maroc qui abordera le thème «Le passage de l'oral à l'écrit», le Dr Saïd Chemakh de l'université de Tizi-Ouzou sur «La néo-littérature kabyle : cas de la nouvelle et du roman», le Dr Naït Zerrad Kamal sur «Quelques problèmes de traduction en kabyle», etc.

A la fin des débats le colloque international devra faire la synthèse des 24 communications programmées avec les débats qui y seront menés, et sortir des recommandations pour permettre à l'enseignement de Tamazight et à la langue Amazighe de se développer et se frayer un chemin parmi les autres langues.

Y. Y.

PROTECTION CIVILE DE MILA

Formation pour maîtres nageurs et manœuvre de grande envergure à Béni Haroun

Afin de lutter contre les noyades dont le nombre ne cesse d'augmenter, enregistrées particulièrement au niveau des barrages (près d'une trentaine dans le seul barrage de Béni Haroun, depuis sa mise en eau), une commission nationale composée de cadres de la Protection civile venus de 17 wilayas du pays, a été mise sur pied.

Elle s'attelle à apporter les dernières retouches à un laborieux programme pour la tenue d'un stage de formation et de spécialisation, au profit de 86 maîtres nageurs en eau douce,

au niveau du barrage Béni Haroun, du 21 au 25 avril en cours. Ce stage de formation, le premier du genre, étant donné la sacrée différence entre les milieux aquatiques

marin et eau douce dans les techniques d'intervention et de sauvetage, sera supervisé par 20 formateurs ainsi que des médecins réanimateurs et des urgentistes.

Ce stage pratique sera ponctué par une manœuvre de grande envergure, où sera simulé un grave accident de la circulation entre un véhicule de tourisme et un camion-citerne transportant du carburant. L'accident surviendra à l'entrée

du viaduc jouxtant la digue et verra ces deux véhicules chuter pour finir dans le lac du barrage. Les secouristes, dans leur ultime intervention, vont s'atteler à délivrer le conducteur du camion qui est resté coincé dans la cabine, tandis que d'autres vont se mettre à la recherche des cinq passagers du véhicule léger.

Enfin, d'autres équipes vont intervenir après ce sauvetage, pour extraire les deux engins et

stopper la pollution provoquée par le déversement du carburant de la citerne qui s'est mélangé aux eaux du barrage. Tout un scénario méticuleusement préparé et mis en œuvre pour connaître les capacités des équipes d'intervention, mais aussi et surtout, la coordination entre les différentes équipes appelées à l'œuvre, lors de ces situations pénibles et ô combien vitales !

A. M'haimoud

BLIDA

Les travailleurs de la Direction de l'industrie en grève

Les travailleurs de la Direction de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise de la wilaya de Blida, sont entrés en grève depuis le début de cette semaine pour exiger le départ de leur directrice à laquelle ils reprochent son «comportement avilissant» à leur égard. Ne pouvant supporter sa conduite envers eux, qu'ils qualifient d «indigne», ils ont décidé carrément de débrayer pour attirer l'attention de leur tutelle, sur la souffrance qu'ils endurent depuis presque une année, date de son installation à la tête de cette direction. Pour afficher leur ras-le-bol quant à cette situation, ils ont brandi des banderoles à l'entrée de leur entreprise sur lesquelles on pouvait lire : «L'honneur du travailleur n'a pas de prix», ou encore : «Non à l'avilissement du travailleur et non à son insulte».

Dans une lettre adressée au ministre de l'Industrie et de la PME quelques jours avant la grève, les travailleurs ont dévoilé certains aspects négatifs de cette directrice puisque, écrivent-ils, «notre responsable se comporte avec nous comme si nous étions ses esclaves. Elle nous insulte avec des mots de la rue à telle enseigne que nous n'arrivons plus à la supporter...».

Dans un autre paragraphe, ils se désolent de la perte de crédibilité de leur direction vis-à-vis des autres entreprises partenaires, et ce en raison, notent-ils, de l'attitude «navrante» de leur directrice.

Dans un appel de détresse, les travailleurs avaient demandé à ce qu'une commission d'enquête vienne examiner leur cas avant que la situation ne se corse davantage. Mais ne voyant rien venir et vu que leur patience arriva à son bout, les travailleurs n'avaient d'autre choix que d'arrêter le travail en signe de protestation afin qu'il soit mis fin aux fonctions de cette directrice.

Il est à noter que nous avions souhaité entendre la version de cette directrice mais lors de notre déplacement à cette entreprise, celle-ci était absente.

M. B.